

Vote du 28 novembre : La Suisse restera-t-elle « le dernier bastion de la démocratie? »

Par [Children's Health Defense Europe](https://childrenshealthdefense.eu)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2021

childrenshealthdefense.eu

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

« La Suisse restera-t-elle le dernier bastion de la démocratie ? Sera-t-elle un phare allumé pour guider le monde, en appelant peut-être les peuples à se réveiller et à mettre fin par une désobéissance pacifique, à ce crime capital, ce désastre biblique, qui risque de mettre fin au projet humain ? »

C'est en ces termes clairs et forts que l'avocat Robert F. Kennedy, Jr. s'est adressé aux suisses, lors de la manifestation du 12 novembre qui s'est déroulée à Berne. Emu par l'importance de l'enjeu, le célèbre avocat américain, neveu de l'ancien président des Etats-Unis, s'était envolé en dernière minute vers la capitale, pour soutenir le peuple et les '[amis de la constitution](#)' dans leur effort de rejeter la loi Covid, qui avait été approuvée en catimini par le parlement fédéral, en septembre dernier. Malgré un régime de restrictions plutôt léger par rapport aux autres pays d'Europe, ce qui a sans doute rassuré de nombreux citoyens, la loi Covid consiste bel et bien en une tentative masquée du gouvernement fédéral et des organisations internationales d'instaurer un régime d'exception. Celui-ci devrait leur permettre d'imposer leurs diktats jusqu'en 2031, date qui coïncide avec l'agenda durable 2030 prévu par le forum économique mondial.



En Suisse, [le vote populaire du 28 novembre](#) a déjà démarré. Une majorité de citoyens votent déjà par courrier, tandis que d'autres se rendront aux urnes en date du 28

novembre. Trois objets sont à l'ordre du jour : une initiative visant à renforcer les soins infirmiers, une initiative portant sur la désignation des juges par tirage au sort et la 'modification du 19 mars 2021 de la loi Covid-19'. Ce texte implique l'approbation du Certificat Covid ou 'passe sanitaire' et l'imposition d'un régime d'exception violant les droits constitutionnels des citoyens et les compétences des entités fédérées, en outrepassant le processus démocratique, mais sans [toutefois l'énoncer clairement](#).

Comble de la perfidie, l'acceptation des privations de libertés est présentée comme liée à l'octroi de possible compensations financières pour les dommages causés par les mesures de réponse à la pandémie. Pourtant, c'est bien le compte de chaque citoyen suisse qui est menacé par cette loi Covid 19.

La brillante économiste américaine [Catherine Austin Fitts](#) qui accompagnait [Mr. Kennedy](#) et notre organisation Children's Health Defense Europe a insisté sur deux éléments essentiels : d'une part, la pandémie est principalement un [évènement monétaire](#) organisé par les [banques centrales](#) et des fonds d'investissement privés, qui permet d'attribuer la crise financière à un virus et tout en opérant un détournement de l'argent des contribuables vers des fonds privés.

D'autre part et surtout, il s'agit d'une prise de contrôle absolu de la vie des citoyens par la mise en service d'un outil de contrôle permanent centralisant toutes les données. Le fameux 'pass sanitaire' est en réalité destiné à se muer en pass 'monétaire', et il permettra aux algorithmes définis par une autorité centrale, de valider ou d'interdire en temps réel, toute transaction financière en fonction d'une série de paramètres liés à la santé, au comportement ou aux opinions de chaque individu. La preuve étant qu'en [Italie](#) ce certificat à 'code QR' est directement émis par le ministère finances et non par le ministère de la santé.

Il semble donc que le pacte de cohabitation qui laissait une grande liberté et participation démocratique aux citoyens, en échange de la jouissance d'un régime de confidentialité et d'impunité aux organismes internationaux, soit en passe d'être rompu (ex. [GAVI](#)).

Non seulement la Suisse n'échapperait pas à l'agenda de contrôle déployé dans '[le Grand Reset](#)', elle risquerait peut-être d'en devenir la capitale et l'une des 1^{ères} victimes.

Alors qu'elle s'était récemment retirée de l'accord général de coopération avec l'Europe, la Suisse semble à présent tomber aux mains des Etats-Unis et des organisations internationales qu'elle héberge.

Ainsi, en porte-à-faux avec son rôle traditionnel de pays neutre, le pays est actuellement candidat [au conseil de sécurité de l'ONU](#), avec l'intention ouverte de favoriser la mise en place de l'agenda 2030 (Davos). [C'est dans ce même esprit que Guy Parmelin, président de la confédération, était en voyage à Washington du 19 au 21 novembre](#), en vue d'une collaboration rapprochée dans les domaines des affaires, de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation. Il devait y rencontrer [Eric Lander](#), directeur des politiques scientifiques et technologiques à la Maison Blanche et responsable des politiques de réponses à la pandémie, notamment du développement de vaccins pour les pandémies à venir (après le coronavirus).

Déjà fortement critiqué en raison [des financements qu'il recevait de Jeffrey Epstein](#), Lander qui a présidé le Human Genome project durant de nombreuses années, est considéré

comme une figure centrale de la promotion des technologies ARN et des innovations [‘transhumanistes’](#). Depuis sa nomination à la maison blanche, il a pris la tête d’une nouvelle agence ARPA-Health (ou ‘Darpa santé’) dont l’objectif sera d’intégrer les données de surveillance et les données biologiques individuelles aux data collectés par les GAFA dans une synthèse ouvrant la voie à une forme de dictature digitale monitorée par intelligence artificielle (par ex. le programme [SAFE HOME](#)).

En parallèle, l’on assiste par exemple en Suisse, au lancement de l’initiative [GESDA](#), la Geneva Science and Diplomacy Anticipator, dont l’objectif est de former un leadership de gouvernance mondiale par la technologie.

Les craintes que la Suisse ne soit catapultée à son insu dans un futur orwellien sont donc bien réelles. En témoigne aussi, une [mise en garde percutante de l’Archevêque Monseigneur Vigano](#), ancien ambassadeur du Vatican aux Etats-Unis, à l’occasion de fameux référendum.

Mais si de nombreux américains ont le regard tourné vers la Suisse, c’est aussi parce que les constitutions de leurs états fédéraux se ressemblent et que les libertés citoyennes y sont sacrées.

Reste à espérer que les appels de personnalités internationales tel que Robert F. Kennedy, Jr. et Catherine Austin Fitts, dont les discours applaudis par la foule ont reçu des centaines de milliers de partage, et le remarquable travail des lanceurs d’alerte et des organisations suisses, parviennent à infléchir la sombre trajectoire dessinée par les élites de Davos.

Pour autant qu’il n’y ait pas de fraude dans le processus électoral, un rejet de la loi Covid, est tout à fait possible. Car l’histoire nous enseigne que depuis des siècles, dans l’âme de ceux qui peuplent les montagnes, la liberté n’est pas un vain mot.

Et sans mettre un terme à cet épouvantable agenda, un NON au référendum du 28 adresserait un signal fort à l’élite mondiale, et à ses agents qui tels que Fauci, [Gates](#) ou Tedros risquent bientôt de tomber du haut de leur piédestal.

A suivre...

La source originale de cet article est childrenshealthdefense.eu

Copyright © [Children's Health Defense Europe](https://childrenshealthdefense.eu), childrenshealthdefense.eu, 2021

Articles Par : [Children's Health Defense Europe](https://childrenshealthdefense.eu)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca